



# Vigilance Soudan

www.vigilsd.org

Bulletin créé en 1992

N° 124 - Mai/Juin 2004

## Paix

### SIGNATURE D'UN ACCORD-CADRE

#### A quoi ne croit-on pas quand on a envie de croire ?

**D**ans une explosion de joie populaire, le mercredi 26 mai 2004, trois protocoles furent signés par le gouvernement et le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais concernant le statut des trois régions contestées, le partage du pouvoir entre les deux Parties dans le futur gouvernement, et le statut religieux de la capitale. Ajoutés aux protocoles précédents signés depuis deux ans, ils forment un accord-cadre.

En ce qui concerne Abyei, comme on le sait riche en pétrole, habitée traditionnellement par des Dinkas, population sudiste, et aussi pendant la saison sèche par des nomades arabes Misserya, ils seront rattachés à la fois au Sud-Kordofan (Nord) et au Bahr el Ghazal, (Sud). Quand viendra le temps pour le Sud après 6 ans et demi de période intérimaire, de voter pour l'unité ou l'indépendance, ils voteront pour leur rattachement au Kordofan ou au Bahr el Ghazal, et suivront donc le sort du Nord ou du Sud. En attendant ils seront administrés par un Conseil Exécutif local, élu par la population d'Abyei. Les très nombreux Dinkas ont sujet d'être inquiets parce que beaucoup d'entre eux ont été chassés de la région, que de nouveaux Misserya les ont remplacés et que tous les Soudanais présents voteront, ce qui risque d'amener à nouveau de larges mouvements de population : que le gouvernement de Khartoum ne risquera pas grand chose.

Les Monts Nouba et le Nil Bleu Sud auront chacun un gouverneur et un pouvoir législatif élus au suffrage universel. Il est à noter que les gouverneurs pourront renvoyer le directeur de la Branche du très redouté Service de Sécurité. Ces deux Etats établiront chacun une commission d'évaluation parlementaire sur la mise en oeuvre des accords qui seront soumise à la fois à l'autorité locale et à l'autorité nationale. Ces autorités pourront rectifier des procédures. Quand le pouvoir législatif de l'Etat aura donné son accord, le traité de paix sera définitif. S'il ne le donne pas, il devra engager de nouvelles négociations avec le gouvernement national qui auront peu de chances de réussir. L'accord n'est donc pas total.

Avant les élections, pouvoir exécutif et législatif seront partagés ainsi, 55% pour le Parti du Congrès National (parti unique gouvernemental), 45% pour le SPLM (Garang). Pendant la période intérimaire le niveau des Forces Armées sera décidé par la Présidence. L'éventualité se présente à l'esprit que ce protocole pourrait être appliqué aussi au Darfour. Khartoum semble en être loin.

Le protocole sur le partage du pouvoir commence par une liste exhaustive des droits et libertés garantis. Si la liberté d'expression comprend la liberté de presse et que le protocole soit appliqué, la vie au Soudan s'approchera du paradis terrestre. Suit le recensement destiné à faire connaître la proportion de la population au Nord et au Sud, la représentation au niveau national devant correspondre à cette proportion ; ce recensement viendra deux ans après la paix pour permettre aux déplacés et réfugiés de rentrer chez eux. Enfin les élections à tous les niveaux devront être terminées trois ans après la paix. Deux chambres seront établies, l'Assemblée Nationale et le Conseil des Etats qui comptera deux membres par Etat.

La Présidence comportera un Président, Béchir jusqu'aux élections et deux vice-Présidents. Le premier vice-président sera Garang. Par la suite si le Président élu est du Nord le premier vice-Président sera du Sud et vice-versa. Toute une série de décisions ne pourront être prises par le Président sans l'accord du premier vice-Président, la déclaration ou la fin de l'Etat d'urgence, la déclaration

## S O M M A I R E

<b>Paix : un accord cadre</b> <i>Bételgeuse</i>	p. 1
<b>Guerre au Darfour</b> Crime contre l'humanité ou génocide..	p. 2
Les pourparlers	p. 3
Humanitaire	p. 3
Le Pourquoi du Comment	p. 4
Pourquoi en parler autant ?	p. 2
Les survivants décrivent <i>Julie Flint</i>	p. 4
<b>Droits de l'homme</b> Indifférence des Etats africains et arabes...	p. 5
Nord	p. 5
Sud	p. 6
Terreur et tueries en région Shillouk	p. 6
<b>Pétrole et Economie</b>	p. 7
<b>Opposition</b>	p. 6
<b>Affaires Etrangères</b>	p. 8
<b>Terrorisme</b>	p. 7
<b>Militaire</b>	p. 8

Le gouvernement de Khartoum mène [au Darfour] une campagne ravageuse voire génocidaire. Il a essentiellement procédé de la sorte dans le Sud du pays au cours des longues décennies de la guerre civile... Cette population se trouve condamnée à une mort lente.

**Emma Bonino**

*Député du Parlement Européen  
Ancienne commissaire européenne.*

## Crimes contre l'humanité ou génocide ?

Tous les témoignages concordent, mission de la Commission des Nations-Unies, Amnesty International, Human Rights Watch, Comité International de la Croix-Rouge, des journalistes, des ONG : sans l'ombre d'un état d'âme, les cavaliers arabes appelés *janjaweed*, à cheval ou à chameau, attaquent les villages africains de concert avec l'armée gouvernementale, pillent, brûlent, violent en groupe avec des violences inouïes, enlèvent les femmes, massacrent les hommes, chassent les survivants qui s'enfuient sans prendre le temps d'enterrer leurs morts. Pour les empêcher d'aller chercher de l'eau, les *janjaweed* tirent même sur les récipients. Musulmans comme les groupes africains qu'ils attaquent, ils ont détruit des mosquées, tué des leaders religieux musulmans, profané des Corans appartenant à leurs ennemis. Le nettoyage ethnique terminé, deux *janjaweed* sont laissés sur place pour éviter les retours. Les *janjaweed* et l'armée ont chassé plus d'un million de civils dans des camps et des petits villages où ils subsistent à peine, otages des abus de leurs ennemis. Ainsi, après le cessez-le feu, un camp de déplacés à Sissi, près de Généina, où l'Unicef a creusé trois puits et une ONG suisse installé un centre de santé, est encerclé par des milices. Quand les femmes sortent chercher du bois, les miliciens les violent, leur cassent parfois une jambe, et leur demandent « Où sont vos hommes ? Nous voulons les voir pour les tuer. Vous les femmes vous n'avez plus le droit de venir ici ». Ce camp a été placé près d'un petit check-point militaire, qui est incapable de les protéger des *janjaweed*, comme d'ailleurs la police qui a l'air d'en avoir très peur.

Selon Daniel Augstburger, un officiel des Nations-Unies chargé de l'aide d'urgence, les attaques systématiques au Darfour Ouest continuent, mais ont cessé au Darfour Nord et au Darfour Sud parce qu'il n'y a plus de villages à brûler. Kapila, le responsable des Nations-Unies au Soudan, dit qu'il s'agit « d'une tentative organisée pour se débarrasser d'un groupe de gens », description fort proche de celle de génocide d'après la Convention de Genève de 1948.

Le rapport de *Human Rights Watch* du 10 mai, intitulé *Le Darfour détruit* relate de nombreux témoignages de Massalit à Geneina, affirmant avoir vu des femmes et des enfants qui, disaient-ils, étaient les familles des *janjaweed*, se diriger vers le Sud en traversant Geneina, à partir de fin mars 2004. Ce mouvement coïncida avec des émissions de la radio d'Etat de Geneina appelant l'un des leaders les plus redoutés des *janjaweed*, Hamis Dawai, « l'émir de l'émirat de Dar Masalit ». Emir et émirat sont des termes arabes qui n'ont jamais existé là. Selon un témoin, ces familles étaient escortées par l'armée. Le rapport cite de nombreux autres témoignages de déplacements de population.

Les *janjaweed* ont les mêmes uniformes que l'armée, on les en distingue par un petit insigne sur la poche et surtout parce qu'ils vont à chameau ou à cheval tandis que l'armée se déplace en véhicules militaires. L'attaque *janjaweed*/armée est souvent précédée d'un bombardement par l'aviation soudanaise. Une dizaine d'aviateurs ont trouvé des échappatoires pour ne pas bombarder des villages de civils musulmans. Ils sont gardés par la Sécurité dans un endroit inconnu pour tentative de coup d'Etat. Dieu ait pitié d'eux.

Tout d'abord Béchir avaient admis son alliance avec les *janjaweed*. Il disait que sa priorité était d'en finir avec la rébellion et que les *janjaweed* était une des armes qu'il utilisait. Devant la colère internationale qu'ils ne voulurent pas attiser, les gouvernants soudanais qui ne plaignent

## HORREUR E AU DA

**Alors que Kofi Annan s'est dit « troublé par le conflit du nécessaire », que le Conseil de Sécurité des Nations-Unies demandé au Soudan « d'arrêter les atrocités », que Human de guerre, la Commission des droits de l'Homme des Nations de demander à Khartoum la dissolution des milices. Elle Khartoum a eu soin de ne lui donner l'autorisation d'ent crimes de guerre/crimes contre l'humanité.**

**A N'Djaména un cessez-le-feu a été signé après beaucoup cessez-le-feu demande aussi à Khartoum de démanteler l pas observé par le gouvernement. Mais le 28 mai un acc les rebelles, établissant un corps international d'observa Africaine, l'Union Européenne et des adversaires. Les n parler d'aide humanitaire, tandis que se tiendra une co Muselier.**

**Quant à parler du fond du problème, pour l'instant il n'en**

jamais leurs efforts pour mettre leur politique à couvert, répondirent prudemment tantôt (à qui ne se rend pas au Darfour), que les personnes déplacées rentraient chez elles, tantôt que les violations des droits de l'homme sont dues aux rebelles (il n'y a que fort peu de témoignages de réfugiés/ déplacés qui parlent des rebelles). Quoiqu'ils affirment que les troubles sont dûs à la désertification des zones pastorales, (donc arabes), ils nient totalement que les *janjaweed* soient arabes, (ce qui va à l'encontre du témoignage unanime des victimes). La tentative négationniste la plus aboutie est la prétention que la responsabilité des violations des Droits de l'Homme revenait aux Etats-Unis et à l'Europe qui, en suspendant leur aide au développement, ont empêché le développement du Darfour, cause de tous les maux (sic). Que l'on soit rassuré, pour avoir cette aide, il suffit au Soudan de faire la paix avec le Sud, et du temps de l'aide au développement, rien n'en parvenait au Darfour. Le Ministre de la Justice a nié le nettoyage ethnique « à preuve qu'il n'avait reçu aucune plainte à ce sujet ». Mais la Ligue Arabe à qui le Soudan avait demandé d'examiner s'il y avait eu des violations des droits de l'homme au Darfour a répondu par l'affirmative.

Selon *Human Rights Watch*, des rapports récents montrant que le gouvernement cherche à cacher les fosses communes, prouvent qu'il est pleinement au courant de la réalité des faits.

Ainsi Nureddin Mohammed et Bahreddin Abdullah, maires de communes du Darfour Nord ont été arrêtés et mis au secret après avoir assisté à une réunion avec le Comité International de la Croix-Rouge, où ils auraient parlé en particulier de fosses communes.

### Pourquoi les média parlent-ils autant du Darfour?

Quasiment tous les média parlent du Darfour, qu'ils appellent les événements qui s'y produisent, nettoyage ethnique, crime contre l'humanité, ou génocide.

Toutefois ces faits n'ont rien de nouveau. A la fin des années 80, les dirigeants de Khartoum avec l'aide de milices locales commencèrent à débarrasser le Bahr el Ghazal des Dinkas ; ils autorisaient, parmi d'autres violations des droits de l'homme, les raids de réduction en esclavage. Puis ce fut le tour des Monts Nouba au début des années 90, les milices brûlaient les huttes et exécutaient les hommes pour saisir des terres agricoles de première qualité. A la fin des années 90 et jusqu'en 2003, les résidents des champs pétrolifères

# T URGENCE RFOUR

**Darfour », où « une action militaire extérieure peut être  
s a fait part de sa « profonde préoccupation », que Bush a  
a Rights Watch a accusé le Soudan et les milices de crimes  
ons-Unies, manipulée par les pays africains s'est contentée  
a voulu envoyer auparavant une mission au Darfour, mais  
rer qu'après le vote. Le rapport de cette mission parle de**

**de difficultés le 7 avril pour 45 jours renouvelables ; ce  
es milices. Ce n'est pas fait, comme le cessez-le-feu n'est  
ord a été signé à Addis-Abbeba entre le gouvernement et  
ateurs composé de 60 militaires et de 30 civils de l'Union  
nêmes adversaires doivent se rencontrer en Suisse pour  
nférence des donateurs à laquelle assistera le ministre**

**est pas question.**

furent aussi pourchassés bien qu'ils n'aient pas empêché le gouvernement de pomper du pétrole. Enfin, maintenant, les habitants du Royaume Shillouk dans le Haut-Nil se font massacrer (lire droits de l'homme).

Dans chaque cas les attaques ont apporté des bénéfices politiques et économiques à Khartoum, qui était débarrassé de ses ennemis supposés et voyait s'ouvrir des régions au potentiel économique important. Dans chaque cas aussi, le gouvernement dirigé par les arabes s'en est pris à des noirs.

La différence maintenant est que la guerre du Darfour lance le gouvernement musulman de Khartoum contre des noirs musulmans et non plus contre des noirs, chrétiens et animistes.

## Pourparlers

Le gouvernement était opposé à la présence de médiateurs occidentaux dont les rebelles exigeaient la présence. Sur insistance française, on transigea : le Tchad et l'Union Africaine eurent un statut de médiateur, les Etats-Unis, la France, un statut de facilitateur, mais Khartoum s'obstina, seulement pour un cessez-le-feu humanitaire. Il fut signé le 7 avril pour 45 jours renouvelables. Il demande la neutralisation des milices par Khartoum et la libération des prisonniers.

Quatre jours seulement après le cessez-le-feu, il n'était plus tenu. Les dernières grandes attaques de villages conjointes de l'armée soudanaise et des *janjaweed* datent du jour où nous mettons sous presse. Quant à l'armée elle semble confondre cessez-le feu et reddition. Les combats entre l'armée et les rebelles ont repris. Un officier supérieur soudanais a déclaré à Reuter par téléphone « nous combattons toujours des factions rebelles, nous devons les détruire, ce sont nos ordres... C'est le troisième jour de combat, certains rebelles refusent d'accepter de déposer les armes. »

Le Tchad dénonce « le comportement de belligérance du Soudan » après des incursions répétées d'hélicoptères et de *janjaweed* au Tchad pourchassant les réfugiés. Ce qui a inquiété nombres de pays africains qui craignent une déstabilisation de la région. Du coup, la France a élevé le ton avec le Soudan, le priant de respecter les termes du cessez-le feu auquel elle était présente.

Un accord a été signé à Addis le 28 mai, établissant un corps international d'observateurs composé de 60 militaires et de 30 civils venus des Forces en conflit, de l'Union Africaine, et de l'Union Européenne qui finance

l'opération. Il ne s'agit pas d'une force de maintien de la paix. Ce corps international sera-t-il efficace? Tel n'est pas le cas pour une administration similaire dans le Sud, en région Shillouk.

La communauté internationale s'interroge. Le Soudan ne veut-il pas désarmer les milices ou ne peut-il pas ? Ses féroces forces de sécurité ne sont-elles pas fiables ? Le porte-parole du Président tchadien Déby a déclaré : « Si Khartoum ne les contrôle pas, il devrait demander l'assistance internationale pour sécuriser les frontières ».

Une autre conférence réunissant les adversaires doit avoir lieu en Suisse sous la houlette du centre Henri Dunant pour parler de l'aide humanitaire qui comprendra une conférence des donateurs. Ceux-ci s'intéressent aussi à la protection des civils et à l'accès des ONG. La France, très active dans le problème du Darfour à cause du Tchad y enverra le ministre Renaud Muselier. Rien ne semble être prévu sur le fond du problème. Si Béchir accorde au Darfour ce qu'il veut, c'est un précédent pour toutes les autres régions marginalisées et la seule solution pour une paix durable.

## Humanitaire

Après avoir été retardée deux fois par Khartoum, une délégation humanitaire des NU est venue étudier les problèmes au Darfour. Les déplacés sont maintenant plus de 1 300 000, les réfugiés 150 000. Il n'y a plus de matériaux pour faire les abris. De nombreux établissements de déplacés sont loin de toute source d'eau. Les stocks de nourriture s'amenuisent et si les ONG ne peuvent fournir outils et semences aux cultivateurs avant la saison des pluies, l'insécurité alimentaire augmentera. Enfin il y a un manque flagrant de médicaments. Selon les ONG, les personnes déplacées se réunissent en grands nombres; l'eau devient insuffisante d'où de nombreuses maladies, en particulier des épidémies de rougeole et de méningite. Cela empire encore la situation. Les déplacés disent que les ânes qui les transportaient sont morts de faim et d'épuisement. Comment se débrouilleront-ils désormais ?

Le rapport de la Commission des Nations-Unies pour les Droits de l'Homme indique de son côté que de nombreux témoignages montrent une stratégie volontaire de famine par le gouvernement du Soudan. Ainsi au camp de personnes déplacées de Kailek, le commissaire local a décrété que les personnes déplacées devraient être empêchées par la force de quitter Kailek ; la seule manière de le quitter est de payer des droits importants aux forces de sécurité. Ces forces ont en général empêché l'afflux de nourriture y compris en interdisant aux personnes déplacées de se rendre dans la forêt pour chercher une nourriture de base. Une livraison de nourriture destinée aux personnes déplacées en mars a été usurpée par les *janjaweed* qui l'ont utilisée pour se nourrir et nourrir leurs chameaux.

On ignore totalement ce que sont devenues de nombreuses personnes déplacées. Où se cachent-elles ? Sont-elles mortes ?

Le principal obstacle pour les ONG qui souhaitent apporter une aide est le permis qu'elles doivent obtenir de Khartoum où le gouvernement freine des quatre fers jusqu'à la saison des pluies ; avec ses nombreux *wadi* pleins d'eau, ses chemins affreusement boueux, ses communications seront coupés. Le gouvernement a même prétendu que « certaines ONG soutenaient les rebelles ». Devant l'indignation internationale, Khartoum s'est engagé à supprimer ce permis. Depuis les choses ne se sont que légèrement améliorées. Khartoum attend-il qu'ils soient morts ?

## Le Pourquoi du Comment

Depuis les périodes turque (égyptienne) puis anglaise, les colonisateurs, venus par le Nil, ont choisi comme administrateurs des Soudanais de la région de Khartoum. A l'indépendance, ceux-ci trouvèrent complètement normal de continuer à bénéficier de tous les postes et de la plus grande partie de l'argent. Un exemple classique en est l'agriculture mécanisée pluviale : la terre appartient à l'Etat, celui-ci en loue d'énormes parcelles, le plus souvent à des gens de la région de Khartoum. Les cultivateurs traditionnels se retrouvent ouvriers agricoles là où ils avaient dans la pratique et de tout temps, la propriété de la terre.

Les régions, dont le Darfour, prennent conscience de leur marginalisation.

Depuis une dizaine d'années, des cavaliers « arabes » nomades, plus ou moins armés par le gouvernement, attaquent des villages tenus par des cultivateurs africains dont ils les chassent.

Tout donne à penser que le gouvernement ne savait trop que faire des jeunes Arabes. La désertification de leurs régions d'origine, l'augmentation de leur nombre qui va de pair avec l'augmentation générale de la population, un racisme profond, ont probablement poussé les autorités à « laisser faire » et même à encourager ces nomades « arabes ». C'est reconnaître le caractère raciste et non islamiste du régime qui ne pouvait là mener une guerre sainte.

La goutte d'eau finit par faire déborder le vase, d'autant que les Darfouriens voyaient qu'en se battant les Sudistes arrivaient à un partage du pouvoir et des richesses. Début 2003, deux rébellions africaines, le Mouvement de Libération du Soudan (MLS) et le Mouvement pour la Justice et l'Egalité (MJE) se révoltent au Darfour. Leurs soldats viennent souvent de villages détruits. Béchir a alors reconnu avoir jugé que les nomades désormais appelés *janjaweed* poursuivaient le même but que lui et qu'il les a [de plus en plus] armés et encouragés, causant le drame que l'on sait.

Que fait le Conseil de Sécurité ? Une grande activité diplomatique soudanaise l'a empêché de s'occuper du Darfour. Le Pakistan et l'Algérie qui en sont membres actuellement sont des Etats musulmans ; la Chine a des intérêts économiques au Soudan et la Russie craint que le Conseil de Sécurité ne veuille s'occuper aussi de la Tchétchénie ; elles mettraient probablement leur veto. Et les Etats-Unis ? Ils s'interrogent. Pour que Bush soit réélu, il ne doit pas se jeter dans le borbier du Darfour ; il lui faut clore le dossier soudanais sur le succès des pourparlers Nord/Sud ; le lobby pétrolier attend avec impatience la fin de ces négociations pour voir supprimer l'embargo américain, Bush ne peut les faire attendre plus. Dans cette optique, les Américains ne s'occupent que du seul humanitaire. Toutefois une autre lecture est possible. Bush commence à redouter un autre Rwanda et semble penser que pour l'éviter la solution serait des sanctions. Les Européens ? Ils craignent que les partisans inconsidérés de la liberté ouvrent la voie à l'éclatement du Soudan, les nombreux marginalisés s'unissant au

Darfour et se rangeant aux côtés d'un Soudan Jacobin ; ils redoutent le mouvement rebelle MJE, islamiste et intégriste, ils ne veulent donc agir qu'en faveur du cessez-le-feu.

## Les survivants décrivent des massacres commis par l'armée et les milices

Julie Flint *The Daily Star*

Il était passé minuit quand le fermier atteignit son village de Dileij, dans la région de Wadi Saleh au centre Darfour après avoir rampé pendant des heures sous le couvert de l'obscurité. Couvert de sang, une blessure de balle au cou, il raconta qu'il était le seul survivant parmi 72 Africains sans armes qui avait été emmenés en camion par des soldats gouvernementaux et des miliciens. « Ils nous ont conduits dans une vallée à 2 kilomètres au sud de Dileij. Ils nous ont alignés, fait agenouiller, courber la tête - et nous ont tiré dessus par derrière. Je fus laissé pour mort ».

Le même jour 65 autres hommes appartenant à la tribu Fur furent massacrés dans la région de Mujgir, à l'est de Dileij. Neuf chefs Fur qui avaient été arrêtés furent fusillés dans les prisons de Mujgir et de Garsila, près de Dileij. On l'a appris par des parents qui emportèrent leurs corps pour les enterrer.

Les gens se réveillèrent se jour-là, un vendredi pour trouver la région entourée de troupes gouvernementales et de milices *janjaweed*. Des douzaines de villages tout autour de Dileij avaient été brûlés et beaucoup de gens s'étaient enfuis et réfugiés à Wadi Salih. « Le gouvernement et les *janjaweed* demandèrent aux hommes de 20 à 60 ans d'où ils venaient. S'ils étaient déplacés, ils les emmenaient à la police. Au sud de Wadi Salih, il y a une colline et une vallée proche. Ce soir là ils y ont tué 71 hommes. C'est arrivé à Mujgir comme c'est arrivé à Dileij. Ils les ont emmenés dans les collines et les ont tués ».

Le village de Tullus, à l'ouest de Wadi Salih est un des nombreux villages brûlés puis occupés par les *janjaweed*. Après l'avoir attaqué, les soldats et les *janjaweed* chassèrent les femmes et les enfants dans une vallée et les ont fusillés de sang froid alors qu'ils essayaient de se cacher derrière les rochers et les arbres. Ils disaient « Vous êtes des chiens, nous vous chasserons de la terre » raconte une jeune fille de 19 ans, Salma Zakariah. Ils m'ont crié « Tu es un rebelle et le fils d'un rebelle » dit Hussein Da'afallah, 12 ans, sur qui on tira trois fois. Il est défiguré, a le coude en morceaux et la jambe enflée. « Si je pleure, dit-il, c'est parce que trois de mes amis âgés de 7 à 11 ans ont été fusillés à côté de moi. Je ne sais pas s'ils sont morts ou vivants ».

—

Lire sur notre site internet [www.vigilsd.org](http://www.vigilsd.org) les principaux textes concernant les violations des droits de l'homme au Darfour, Le rapport de la commission des Nations-Unies des droits de l'Homme, et *Darfour Destroyed*, le rapport de Human rights watch.

Ce dernier existe en français et en anglais. Le texte anglais, postérieur, est beaucoup plus complet et précis.

---

Nous autorisons la reproduction des articles de ce bulletin à condition d'en citer la source et de ne pas en modifier le contenu.

## Indifférence totale des Etats Africains et Arabes à la tragédie du Darfour

A la réunion de la Commission des Droits de l'Homme des Nations-Unies, l'Union Européenne a proposé la nomination à nouveau d'un Rapporteur Spécial, ce à quoi le Soudan s'est opposé fermement : « Les bases [le nettoyage ethnique au Darfour] sont fausses ». Le vote a été repoussé au 22 avril à la requête du groupe africain (Sudan Tribune 11 04, PANA 14 04). En attendant la Commission a envoyé une mission d'enquête. Dans un premier temps le gouvernement soudanais a refusé l'entrée de son territoire à cette mission qui s'est contentée d'interviewer des réfugiés au Tchad. Le président de la Commission, Bertrand Ramcharan, a interdit la publication de ces premiers résultats. Heureusement il y eut une fuite qui parlait de violations graves. Les Etats musulmans se sont indignés, non du nettoyage ethnique, mais de la fuite. Malgré les instances américaines, on en est arrivé à la décision de se contenter de demander au gouvernement soudanais de désarmer les milices, comme l'avait prévu l'accord de cessez-le-feu. Après quoi, la résolution étant votée à l'unanimité moins deux abstentions dont l'Australie et un vote contre, les Etats-Unis, le gouvernement soudanais a autorisé l'entrée de la commission sur son territoire, comptant qu'on en reparlerait, ou pas, à la prochaine session et, selon Human Rights Watch, ayant acheté du temps pour terminer le nettoyage ethnique. Mais les Etats-Unis ont fait part de leur intention de demander, lors du retour de la mission, une nouvelle réunion de la Commission, comme tout Etat en a le droit (AP 22 04, AFP, AP, Reuter, 23 04).

Enfin, à l'indignation des organisations de Droits de l'Homme, le groupe régional africain a choisi le Soudan pour tenir un des sièges à la Commission des Nations-Unies pour les Droits de l'homme (Reuter AP 4 05). Les Etats-Unis ont quitté la séance en signe de protestation (Reuter 04 05).

En fait l'Afrique perçoit que l'utilisation des droits de l'homme par les Etats-Unis et l'Europe est une arme politique contre elle. Il est vrai que l'on parle peu des violations des droits de l'homme qui surviennent en Arabie séoudite ou au Pakistan. On parle plus des présidents africains qui accordent des contrats juteux à leurs amis que du président des Etats-Unis qui fait de même. Guantanamo et les prisons irakiennes ne sont pas des modèles de respect des droits de l'homme. Aussi est-ce sans résultat que l'Eglise catholique sud-africaine a écrit à son gouvernement pour lui faire valoir que dans sa lutte contre l'apartheid, l'Afrique du Sud avait eu besoin de ses voisins et non de leur solidarité avec le gouvernement. On retiendra toutefois que le Soudan est plus proche de la Ligue Arabe que de l'Union africaine, et que les pays africains sont probablement très mal informés sur ce qui se passe au Soudan

**A** la suite d'un Programme des Nations-Unies, datant de 2001, dans la Corne de l'Afrique, un protocole est en préparation pour lutter contre la dissémination des armes légères, qui obligera les signataires après ratification à établir une législation, mettant hors la loi ceux engagés dans la fabrication illicite, le trafic, la possession des armes petites et légères, ainsi que la falsification de leur marque de fabrique. « Ce type d'armes est facilement utilisé par des civils non entraînés et même par des enfants ». Le Burundi, la RD Congo, Djibouti, l'Ethiopie, l'Erythrée, le Kenya, le Rwanda, les Seychelles, le Soudan, l'Ouganda et le Tanzanie font partie du groupe. (AFP 20 04). Pas la Somalie, par conséquent la crédibilité de l'opération est douteuse.

Les Etats-Unis ruminent l'idée de créer une force de

maintien de la paix de 75000 hommes qui interviendrait dans toute région troublée, selon deux officiels de l'administration Bush. Ces hommes formeraient des gardes de paix, ce qui coûterait 100 millions de dollars la première année et 660 millions de dollars pendant les cinq ans que durera ce programme. L'idée est que l'on n'ait pas toujours à se tourner vers les forces américaines. Ce programme est en discussion au Congrès où des démocrates rappellent que des programmes similaires dans le passé ont été complètement inutiles (AFP 29 04).

## Nord

*Media:* Le chef du bureau de la chaîne de télévision Al Jazeera, Islam Salih, a été condamné à un mois de prison et à 400 dollars d'amende par un tribunal de Khartoum-Nord. Il aurait rapporté de fausses informations et aurait fait obstruction à des officiers des douanes dans l'exercice de leurs fonctions, - ces derniers auraient enquêté sur des allégations d'évasion fiscale, - ce qui avait provoqué l'intervention des forces de sécurité. Il a fait appel, son temps de prison a été réduit à 15 jours.

Notons que c'est la première fois que l'on parle d'évasion fiscale, Islam Salih avait été accusé par la Sécurité d'avoir importé du matériel sans passer par les douanes. Ce que les douanes ont nié. Mais la Sécurité avait confisqué du matériel lors de l'arrestation d'Islam en décembre dernier. Les « fausses nouvelles » semblent se rapporter à celles qu'il a données du Darfour et de l'opposition (AP 10 04 04 Reuter 25 04).

Curieusement un forum sur la liberté de presse de journalistes africains s'est tenu à Khartoum sous les auspices de l'UNESCO. La réunion s'en est tenue à une langue de bois, rejetant toute législation contraire à la liberté de presse et les pratiques oppressives de « certains gouvernements ». Enfin il a condamné la discrimination contre les femmes journalistes.

Dans le même mois de mai, l'agence de Sécurité Nationale aurait détenu et questionné des journalistes appartenant à 6 journaux différents.

Dans la banlieue pauvre de Mayo, des déplacés du Darfour sont arrivés ; profitant des vacances scolaires, ils vivaient dans une école. Les autorités leur ont dit de rentrer chez eux, au Darfour. Ils ont manifesté. Trois ou cinq d'entre eux, selon les sources, ont été tués par la police (différents journaux soudanais).

Seize mille maisons de terre crue de Jabarona, banlieue pauvre de Khartoum, ont été détruites par les forces gouvernementales. Les habitants, originaires du Darfour et du Sud-Soudan, se sont rendus à Kharya, à 30 kilomètres plus loin. Leur maisons sont faites de cartons et de sacs. Il y en a autant que la vue porte.

Selon Oxfam, lors de la rébellion Béja dans l'est du pays près de la Mer Rouge, des dizaines de villages ont été détruits par les forces armées.

Une force de police armée s'est rendue à l'hôtellerie de l'Eglise Episcopaliennne sans avertissement préalable, apportant un ordre des tribunaux d'avoir à évacuer immédiatement le personnel et les propriétés de l'Eglise du bâtiment. Les avocats ont demandé des détails sur cet ordre des tribunaux, ce qui leur a été refusé (dpa 23 05).

## Sud

Une milice murle pro-gouvernementale essaie de reprendre des villes proches des frontières éthiopiennes, ougandaises et kényanes. Des blessés ont été amenés par un avion de l'OLS au Kenya pour y être soignés (dpa, AFP 10 05) ST 2044

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé, 15 cas de fièvre hémorragique «de la famille de l'Ebola », ont été détectés autour de Yambio, bourgade du Sud-Soudan, proche de l'Ouganda. Des tests sont faits aux Etats-Unis (AP 21 05 04)

## **Un autre Darfour ? Terreur et Tueries en région Shillouk**

Vingt-deux villages ont été détruits et cent vingt mille personnes ont été obligées de fuir leurs foyers à la suite d'attaques de milices pro-gouvernementales et de combats entre elles et des forces rebelles. Une partie se trouve dans les villes près de parents ; Malakal est surpeuplée, on compte jusqu'à 40 personnes par famille ; de plus les gens ont amené leurs troupeaux qui ne trouvent pas d'abri pour la saison des pluies, ni rien à manger en cette fin de période sèche. Une partie plus importante des déplacés serait dans les marécages et dans des îles du Nil à grand risque de malaria, se nourrissant seulement de nénuphars. Là une équipe des Nations-Unies n'a pu prendre contact avec eux faute d'obtenir des permis du gouvernement.

Le Shilluk Lam Akol est à la tête de l'ALPS-unifié. Il avait signé avec le gouvernement l'accord de Fachoda qui tenait la région Shillouk en-dehors des zones de guerre. Mais le gouvernement soudanais en réclame la domination. À la fin de l'an dernier, Lam Akol a rejoint l'ALPS, suivi par la majorité de ses troupes. Le gouvernement veut que l'ALPS-Unifié abandonne la région et « aille à Rumbek ». Les milices pro-gouvernementales ne se contentent pas d'attaquer l'ALPS-unifié, ils brûlent les villages et tuent femmes, enfants et vieillards. De nombreux témoins ont vu certains de ces massacres depuis Malakal, de l'autre côté du Nil. Les forces gouvernementales n'ont pas bougé. Le Comité de surveillance du cessez-le Feu s'est contenté de dire que les faits étaient exacts!!! (Reuter, AP, 18 04, DPA 19 04, Statement de Mgr Kevin Dowling, Appel du Conseil des Eglises contre les tueries dans la région de Malakal). Lam Akol a appelé la communauté internationale au secours de ses compatriotes, mais les Nations-Unies ont quitté la région à cause de l'insécurité (AFP Reuter 11 05, AP 12 5).

Les Anuak, tribu à cheval sur le Soudan et l'Ethiopie, font l'objet d'un nettoyage ethnique de la part des autorités éthiopiennes. De 5000 à 9000 personnes se seraient réfugiées au camp de Pochalla, au Sud Soudan qui manque presque totalement de nourriture. On craint que les troupes éthiopiennes attaquent maintenant Pochalla (OMCT 13 04).

Depuis la signature de l'accord-cadre de paix, le gouvernement qui est en train d'émerger au Sud-Soudan demande aux ONG un nombre de taxes de plus en plus importants. Des taxes d'aéroport en plus des frais d'atterrissage, 10 % de taxes sur les salaires, des frais de permis de conduire, de permis de travail. On cite aussi des taxes pour trous d'eau et pour latrines.

D'autre part une lettre envoyée à une ONG stipule que les cuisiniers, chauffeurs, mécaniciens, mais aussi logisticiens, directeurs de camps, administrateurs expatriés se verraient refuser tout permis de travail et devraient quitter le Soudan immédiatement. « Nous n'avons pas assez de temps pour former le personnel local », disent certains (IRIN 28 05).

**et droits des animaux** Des membres de l'ALPS au Nord Congo braconnent des rhinocéros pour leurs cornes et des éléphants pour leurs défenses. Il ne reste aujourd'hui que 27 rhinoceros sauvages blancs et la race pourrait être éteinte sous peu, selon Henri Paul Eloma, coordinateur d'un projet pour la protection de la vie sauvage des effets de la guerre au Congo qui dépend de l'UNESCO. Les gardes n'ont pas assez d'armes et de munitions pour combattre l'ALPS (Reuter 11 05).

## **OPPOSITION Arrestation de Tourabi et de militaires qui refusent de bombarder le Darfour**

Alors qu'il dormait, Al Tourabi, 72 ans, a été arrêté à nouveau la nuit du 30 mars par les forces de Sécurité, pour avoir incité des tensions tribales [au Darfour], la haine de l'Etat et financé la rébellion. Tourabi a déclaré avoir soutenu les demandes des rebelles mais ne pas être impliqué dans la rébellion. Il serait à la prison de Kobar mais sa famille n'a pas le droit de le voir. Selon son fils le gouvernement aurait fait une liste de 40 officiels du Congrès National Populaire (CNP), le parti de Tourabi, en aurait arrêté quelques-uns et rechercherait les autres. Quelques heures plus tard le quartier général du CNP était fermé puis ses activités suspendues. Le gouvernement a alors dit avoir découvert un complot tendant à renverser Béchir et à assassiner des hommes politiques principalement du gouvernement. Le CNP nie. On se souvient que Tourabi avait été relâché en octobre 2003.

Peu avant, 11 officiers, appartenant surtout à l'aviation, ont été arrêtés. Ils trouvaient toujours des prétextes pour ne pas bombarder les lieux qu'on leur avait dit de bombarder. Ils revenaient du Darfour. Comme il n'y a pas d'autres bombardements que ceux du Darfour, on peut présumer qu'ils ont refusé de bombarder le Darfour, ses rebelles et ses civils. Ils ont donc été accusés de tentative de coup d'Etat. Ils auraient avoué que le complot avait été mis sur pied par le MJE, avoir voulu aussi attaquer la raffinerie et les stations d'électricité de Khartoum.

Tourabi et ses co-accusés auront « un procès juste » quand un comité de 12 membres aura étudié les accusations contre Tourabi. [Rien n'est dit pour les officiers et sans nouvelles d'eux, nous sommes fort inquiets].

Le gouvernement semble vouloir accuser Tourabi des événements au Darfour pour éviter l'internationalisation du problème. Africa Confidential a une autre explication. L'arrestation par Khartoum de Tourabi est un message codé à l'intention des Etats-Unis, principal médiateur dans les discussions de paix. « Faites pression sur le Mouvement/Armée de Libération du Soudan pour qu'il signe la version de l'accord de paix élaboré par Khartoum si vous voulez maintenir les extrémistes à l'écart du pouvoir à Khartoum. ». Le grand lobbyiste de Khartoum, David Hoile, basé à Londres, a déclaré en mars que « des mouvements islamistes extrémistes » constituaient une menace directe pour la « gouvernance démocratique ».

Toutes les forces de l'opposition se sont réjouies de la signature de l'accord cadre de paix, sauf le parti de Tourabi pour lequel, pour être valable, l'accord doit être entériné par le peuple.

# PÉTROLE ET ÉCONOMIE

**Les eaux du Nil.** Les discussions qui ont commencé le 29 mai ne semblent pas entrer dans le vif du sujet. Il est question de problèmes environnementaux, de bureaux de coordination et de cadre d'accord. Il est à noter que l'Égypte a dit en mars que quelque soient les décisions prises, l'Égypte les accepterait. L'Égypte dépend complètement du Nil pour sa survie aussi il reste à voir si ces paroles ne sont pas destinées à calmer le jeu tandis qu'elle envisage de nouvelles stratégies pour garder un maximum des eaux (IPS 15 05, Sudan tribune 29 05, AFP 30 05). Le Fonds de Développement africain a accordé au Soudan et à l'Éthiopie 2,59 millions de dollars pour une étude sur l'irrigation et le drainage du Nil Bleu. L'étude couvrirait une zone de [seulement] 15000 hectares. Cette offre est liée aux discussions, pleines de désaccords, qui ont eu lieu en mars sur le partage des eaux du Nil (IRIN 01 04).

Une unité de banque basée à Bahrein offshore dit qu'avec 6 autres banques régionales elle a accordé un prêt de 40 millions de dollars pour financer les plans d'investissement de Sudan Télécommunication, une entreprise étatique (Reuter 12 04).

L'Ouganda et le Soudan ont signé un accord-cadre de coopération en matière d'agriculture, d'élevage de pêcheries, mais aussi de rapatriement des réfugiés soudanais. Ils ne sont pas arrivés à s'entendre pour signer un accord concernant la sécurité (Xinhua 17 04).

Lors d'un premier forum d'investissement agricole au Soudan, les Emirats Arabes Unis ont pris la tête d'un partenariat économique avec le Soudan qui permettrait à ce pays de nourrir le monde arabe et de large secteurs de la population mondiale. Plus de 20 investisseurs ont commencé à préparer leurs papiers pour des projets dans différentes régions. Un grand nombre d'accords ont été aussi signés pour établir des joint-ventures.

Les ministres de l'agriculture ont signé un mémorandum d'entente sur la coopération bilatérale en particulier pour diriger des fermes en utilisant les ressources du Soudan et la technologie des EAU (Khaliq Times 21 04). Voilà qui n'est pas gai pour les agriculteurs soudanais qui se retrouveront ouvriers agricoles sur leurs propres terres, et qui n'est guère aimable pour les anciens élèves des facultés d'agriculture soudanaises.

L'investissement de près d'un milliard de dollars, coût de l'achat des parts de Talisman, a amené un marché pour

d'autres produits et services indiens au Soudan. Les véhicules indiens sont en tête des ventes. L'Inde a vendu un oléoduc de 785 km ( du bassin de Melut à Khartoum). L'an dernier il a signé un contrat pour construire un oléoduc de 741 km à Port-Soudan et moderniser la raffinerie. D'autres firmes indiennes se rencontrent dans les télécom, les chemin de fer, l'énergie. (The Times of India 19 04).

ONGC Videsh cherche à prendre une assurance pour risque politique au Soudan. La prime demandée par l'assureur s'élève à 5,43%. (The Financial Express [Inde], 27 avril)

Chris Machette-Down, expert pétrolier dont la société [le nom de celle-ci n'est pas cité, mais paraîtra évident aux spécialistes], a fait des études par satellite et géologiques de la région, affirme dans une interview sur le site du Département d'Etat américain : « L'Afrique de l'Est deviendra très probablement une des frontières les plus chaudes de l'exploration pétrolière ». Il prédit que le pétrole découvert serait exporté principalement vers les pays asiatiques, grands demandeurs.

Les sociétés Shell et anglo-américaine Aminex font de l'exploration offshore en Tanzanie (The Guardian, Nairobi 29 04).

Bahrein et le Soudan finalisent les modalités pour lancer la première société de réassurance islamique au monde (menareport.com 01 06).

Un prêt de 50 millions de dollars a été signé entre le fonds koweïti pour le développement économique arabe et le gouvernement soudanais pour financer des projets additionnels du barrage de Merawi à la 4ème cataracte, Nord-Soudan (KUNA 26 05).

La Ligue Arabe s'est engagée à fournir 2 milliards de dollars au Soudan comme aide à sa reconstruction et à sa réhabilitation après la guerre.

La firme pakistanaise Al Dhafir a commencé des études sismiques à Hasahissa et Kamlin comme préalable à une exploitation pétrolière (PANA 24 05)

L'Etat soudanais a vendu 77,8 % de la société de ciment de Rebek à une société des Emirats Arabes Unis. (Xinhua 14 05). *Vigilance Soudan* constate qu'un nombre très important de sociétés soudanaises sont vendues à des sociétés arabes.

---

## TERRORISME

Le Ministre des Affaires Etrangères a déclaré que la demande, par deux parlementaires américains au Président des Etats-Unis, d'amener devant la justice pour terrorisme 12 officiels soudanais (cf VS n°123) n'est que du terrorisme d'Etat pour faire faire des concessions au gouvernement. « J'y suis habitué, » a-t-il ajouté (Sudan Tribune 10 04).

Deux Soudanais prisonniers à Guantanamo vont être relâchés, 9 autres le seront bientôt. (UPI 27 03).

L'armée ougandaise continue à poursuivre au Soudan les rebelles de l'Armée de Résistance du Seigneur (ARS).

Elle les a chassés de leur sanctuaire des Monts Imatong (Sud-Soudan). Le « Seigneur » de l'ARS, Kony, a accordé une interview au *Referendum*, un journal kenyan publié par des émigrés soudanais. Il a reconnu que si la paix au Sud intervenait, il serait dans une situation difficile et envisagerait de reformer ses troupes dans le Sud éthiopien en terres Oromos (dpa 6 04, Xinhua 13 04, Reuter 14 04, The Monitor 15 04).

Le Soudan a été retiré d'une des listes de terrorisme américaines, la liste des Etats qui ne-coopéraient pas dans la guerre contre le terrorisme (AP 20 05).

de guerre, la convocation, l'ajournement ou la prorogation de la législature nationale, les nominations que le Président doit faire d'après l'accord de paix - qui devront être spécifiées. Le Président sera chef des armées, le vice-Président, Président du Sud et chef de l'ALPS.

Avant les élections, l'exécutif sera composé ainsi : 52% au Parti du Congrès National , 28% au SPLM, 14% pour d'autres forces du Nord et 6% pour d'autres forces du Sud. L'exécutif national s'occupera des relations extérieures et des ONG - ce qui est un risque pour l'assistance au Sud. Des fonctionnaires nationaux devront venir aussi du Sud. [Fort bien, mais que penseront les fonctionnaires originaires du Nord éventuellement renvoyés ?] Le tout-puissant et dangereux Service National de Sécurité qui tue, torture et harcèle, sera présent dans tous les Etats. Sa composition et ses fonctions seront déterminées par la loi. Le Sud y sera équitablement représenté. Il est à regretter que les décisions concernant les services de sécurité ne fassent pas partie de celles pour lesquelles l'accord du premier vice-président sera indispensable.

Toutes les langues du pays seront langues nationales. A part l'arabe, l'anglais aussi sera utilisé au niveau gouvernemental et dans les universités.

Le gouvernement du Sud-Soudan fonctionnera selon la constitution du Sud-Soudan à être établie en accord avec la constitution nationale qui elle-même devra être changée pour être en harmonie avec l'accord de paix. Ce qui fait beaucoup d'inconnues. Jusqu'aux élections l'assemblée du Sud sera constituée à 70% par le MLPS; à 15% par le parti du Congrès National et à 15 % par les autres forces politiques du Sud.

L'accord-cadre concerne aussi le gouvernement des autres Etats dont l'exécutif comme le législatif devront être élus.

On se souvient que le MLPS voulait que la capitale soit laïque pour que les Sudistes aussi s'y sentent chez eux. Les deux parties ont composé et le statut religieux de Khartoum semble confus. Il est dit d'une part que les non-musulmans ne sont pas soumis à la charia, « comme d'ailleurs le veut la charia » - et dans ce cas pourquoi limiter cette règle à la seule capitale ? Il est dit par ailleurs que les juges « pardonneront » aux non-musulmans- peut-être pas les meurtres. Enfin l'accord établit des cours spéciales et des « circuits » pour que l'Attorney général mène des enquêtes concernant ces dispositions.

Les négociations devront reprendre le 22 juin et le marchandage sera probablement ardu. Il s'agira entre autres d'une force internationale de surveillance et/ou de maintien de la paix, ainsi que d'une foule de détails. « Le diable est dans les détails », dit-on. Espérons que rien n'échappera à l'attention des négociateurs.

Après quoi le nouveau défi sera la mise en oeuvre de l'accord.

Mais à quoi ne croit-on pas quand on a envie de croire ?

*Bételgeuse*

## MILITAIRE

Le Soudan a violé 10 fois le cessez-le-feu dans les monts Nouba depuis janvier, selon la Commission Militaire Jointe/ la Mission Jointe de Surveillance (JMC/JMM) à qui l'armée a refusé l'accès à la région de Dilling. Le JMC/JMM cesse donc de surveiller le cessez-le-feu dans la région de Dilling (dpa 20 04).

Selon des sources venues des renseignements occidentaux, le Ministère syrien de la défense aurait envoyé au Soudan des Scud C et D ainsi que des armes de destructions massives, à des entrepôts de Port-Soudan. Ils seraient venus sur des avions civils, apparemment pour éviter les inspections occidentales. Les mêmes sources disent que le Président Béchir n'a pas été informé de ces envois (MENL 8 04). Le Soudan a nié l'allégation (Xinhua 13 04). Plus tard, le Soudan a demandé que ces armes soient retirées de son territoire. Selon un officiel américain les missiles étaient destinés à la guerre du Sud, et pour les armes de destruction massive il ne sait si elles ont été envoyées (MENL 22 04).

Des combats ont eu lieu dans le Bahr el Ghazal entre deux groupes de Dinkas qui ont depuis longtemps de mauvaises relations. Il a été recommandé d'organiser une session « paix et réconciliation » (IRIN 30 03).

Le Soudan a commencé à recevoir en décembre et janvier, quatre des 12 mig-29 Fulcrum, achetés en Russie en décembre 2001. Le contrat est estimé à 370 millions de dollars. Beaucoup d'argent. Selon l'expert en armements soudanais, Ahmed Qurashi, basé à Dubaï, le gouvernement soudanais souhaite être perçu comme fort et capable de faire face aux menaces à l'intérieur et l'extérieur. « Ne croyez pas que les mig-29 feraient une différence dans les batailles avec les rebelles sudistes, a ajouté Qurashi, la puissance aérienne a peu de signification dans la guerre civile parce que les insurgés ont des défenses et des missiles anti-aériens... Le Soudan a des disputes frontalières avec ses voisins, l'Egypte, l'Ouganda , la Lybie, l'Erythrée et le Kenya... » (Defense News, Dubaï). On dit d'autre part que l'armée soudanaise n'accepterait la paix qu'à condition de rester puissante et que l'Etat continue à dépenser de l'argent pour elle.

---

## AFFAIRES ÉTRANGÈRES

L'Etat régional éthiopien du Tigré a signé des accords de coopération avec les Etats limitrophes de Kassala et de Gédaref à l'Est du Soudan, concernant le commerce, l'agriculture et la sécurité.

Cependant des tensions se font jour entre le Soudan et l'Ethiopie sur la démarcation de la frontière.